

# L'énergie, un champ d'actions pour l'économie sociale ?

*Le mode de développement occidental gros consommateur d'énergie n'est pas soutenable, ni généralisable à long terme. En dépit de l'évolution technologique qui permet des gains d'énergie, la décroissance des consommations tarde à se réaliser, chaque économie est compensée par une croissance de consommation pour l'essentielle due au faible coût de l'énergie. Seuls des prix élevés auront un effet dissuasif à la condition de garantir à prix modérés un socle énergétique de base pour tous. Au-delà, ce changement de notre système énergétique qui sera un défi majeur de ce siècle pourra être pris en charge par l'économie sociale : rénovation et amélioration des logements, nouveaux types de transports en commun, changement dans le mode de production de l'agriculture...*

## Yves Marenne

Yves Marenne est responsable des bilans énergétiques à l'Institut de conseil et d'études en développement durable.

Jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'énergie était un luxe réservé aux puissants. Elle est aujourd'hui présente dans tous les secteurs de nos vies, essentiellement sous ses formes fossiles ou en tout cas non renouvelables. Nous l'utilisons pour nous chauffer, nous éclairer et nous déplacer. On la trouve partout dans les biens de consommation qui font notre vie quotidienne, l'alimentation, les vêtements, l'habitat, les ordinateurs ou encore les moyens de communication. L'énergie est devenue au fil des ans un bien (un service) de première nécessité. Un niveau de vie décent implique une consommation minimum d'énergie.

Si l'on se borne à l'électricité qui ne représente que 18 % de l'énergie finale consommée par les logements wallons, un ménage moyen consomme de l'ordre de 12 kilowattheures chaque jour. Il dispose ainsi de l'équivalent de la force musculaire de 12 hommes bien entraînés et cela lui coûte de l'ordre de 2,50 euros.

### L'ÉNERGIE EST BON MARCHÉ

Vu sous cet angle, on peut affirmer que l'énergie, malgré les hausses de prix récentes, reste bon marché. Pourtant aujourd'hui, y avoir accès devient de plus en plus problématique pour une fraction importante de la population. La figure 1

illustre le poids de la facture énergétique dans le revenu disponible des ménages belges. Et encore, il s'agit de la situation qui prévalait en 2002 avant la libéralisation des marchés de l'énergie et avant que ne se fassent pleinement sentir les hausses des prix des combustibles et des carburants routiers de ces dernières années.

### VERS LA FIN DE L'OPULENCE ?

Dans le même temps, de nombreux experts sont d'accord pour reconnaître qu'à l'avenir l'énergie ne pourra que renchérir. Deux raisons essentielles expliqueraient ces évolutions structurelles. D'une part, le changement climatique ne fait plus guère de doute et, à terme, le prix de l'énergie devra intégrer le coût de la tonne de CO<sub>2</sub> émise.

Par ailleurs, personne aujourd'hui ne semble en mesure de préciser quand les différentes sources d'énergies fossiles commenceront à ne plus pouvoir répondre à la demande croissante d'énergie. Pour le pétrole, on parle de 2020, voire 2010. Le gaz naturel et le charbon suivront avec un retard plus ou moins long, mais il semble évident que, avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité aura brûlé l'ensemble des ressources énergétiques fossiles de la planète. Aujourd'hui, on met beaucoup d'espoir dans les énergies renouvelables mais il faut rappeler que dans l'état actuel des techniques et des connaissances, elles ne sont pas en mesure de couvrir la totalité de nos besoins énergétiques. Une étude commandée par la Politique scientifique fédérale belge<sup>1</sup> chiffre au quart des consommations électriques belges en 2004 la quantité d'élec-

tricité qui pourrait être produite à partir de sources renouvelables d'ici 2025 en Belgique.

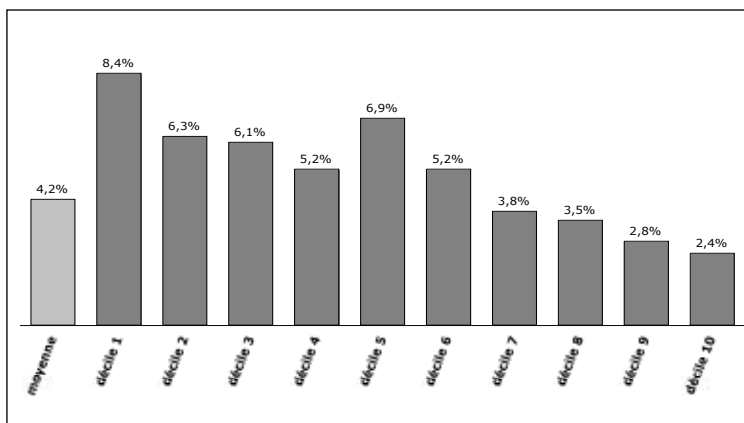
De même, les biocarburants qu'on présente souvent comme une solution alternative au pétrole ne pourraient répondre à toute la demande actuelle. Si l'ensemble des terres agricoles était cultivé à cette fin, on produirait un peu plus de 15 % de la consommation des transports routiers belges en 2004. Et encore, dans ces conditions, les agriculteurs belges ne produiraient plus un grain de froment, plus un litre de lait pour notre alimentation. Faudra-t-il choisir entre manger et rouler ? Faudra-t-il importer massivement de la biomasse à usage énergétique des pays du Sud ? La sécurité alimentaire de l'humanité entière risque alors d'être déstabilisée par notre appétit de transport individuel. L'espace disponible limitera irrémédiablement le développement des énergies renouvelables.

<sup>1</sup> *Renewable Energy Evolution in Belgium 1974-2025 – SPSPD II – Juin 2004.*

<sup>2</sup> Une répartition en décile correspond à une distribution statistique en dix classes d'effectif égal. Le décile 1 reprend donc les 10 % de ménages aux revenus les plus faibles.

Figure 1

**Part de la facture énergétique du logement dans le revenu disponible d'un ménage par décile<sup>2</sup> de revenus en Belgique en 2002**



Source : DGSIE – Enquête sur le budget des ménages

## UN AUTRE DÉVELOPPEMENT ?

Il semble que nous n'aurons pas le choix. Dans un avenir plus ou moins proche, nous serons obligés de vivre avec (beaucoup) moins d'énergie. Cela va nous obliger à repenser en profondeur nos modes de vie. Il ne sera plus suffisant d'installer quelques lampes économiques ou de couvrir ses casseroles quand l'eau bout. La bonne nouvelle, c'est qu'aujourd'hui, les technologies ont à ce point progressé qu'il est possible de vivre aussi bien, sinon mieux avec beaucoup moins d'énergie. C'est la théorie du « facteur 4<sup>3</sup> », deux fois plus de bien-être avec deux fois moins d'énergie. Tout en gardant un niveau de confort au moins équivalent à aujourd'hui, c'est donc de décroissance des consommations énergétiques (et des matières premières en général) qu'il faut parler et non plus seulement de gains en efficacité énergétique.

<sup>3</sup> Facteur 4 : deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources, Rapport au Club de Rome Rapport au Club de Rome par E Von Weisäcker, A. B. Lovins, L. H. Lovins, 1997.

## UN TABOU, LES PRIX DE L'ÉNERGIE

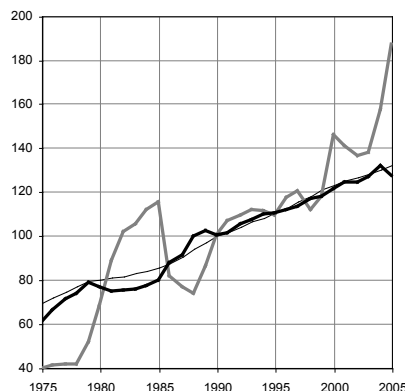
Mais il est clair que les technologies ne suffiront pas. Depuis le temps qu'elles progressent, les consommations conti-

nent de croître, principalement grâce aux faibles prix de l'énergie. À chaque fois, les progrès, les gains en efficacité énergétique sont « mangés » par une croissance au moins équivalente de nos usages. Ma voiture consomme moins, je pourrai rouler plus de kilomètres, j'achète un frigo basse énergie, l'ancien gardera les bières au frais...

Un exemple frappant nous est donné par la figure 2. Malgré l'amélioration des performances des moteurs, la consommation des transports routiers n'a cessé de progresser. Elle a suivi bon an mal an la progression du parc, l'amélioration de l'efficacité étant compensée par l'accroissement des distances parcourues annuellement. Seule la période 1980-1985, avec ses très fortes hausses de prix, a vu la demande de carburants baisser en valeur absolue. Un phénomène similaire semble apparaître en 2005 même s'il nous manque encore le recul historique pour analyser cette évolution récente. Une conclusion semble devoir s'imposer : seuls des prix élevés sont en mesure de contenir notre appétit énergétique et de tirer le meilleur parti des avancées technologiques.

Dès lors, pour faire baisser nos besoins nets d'énergie, il paraît souhaitable d'imaginer une autre tarification de l'énergie, au moins dans le secteur résidentiel. Celui-ci représente, en effet, une part de plus en plus importante de la consommation énergétique globale. Il n'est pas soumis aux contraintes de la compétitivité internationale et, en dernier ressort, c'est lui qui induit les choix énergétiques de la société.

Figure 2 : Évolution du prix (courant) du diesel et de la consommation des transports routiers en Belgique



Sources : Eurostat, DGSIE, SPF EPMECME

— Parc de véhicules — Prix du diesel — Consommation

On pourrait ainsi garantir, à prix très modéré, un socle énergétique correspondant aux besoins de base des ménages, en fonction de leur taille et, au-delà, instaurer une tarification progressive et dissuasive de l'énergie. Dans le même temps, il faudra aider les citoyens à diminuer leurs consommations par des mesures d'accompagnement appropriées et tout particulièrement les locataires qui disposent de bien peu de leviers d'actions pour agir sur leurs besoins de chauffage.

### **ÉCONOMIE SOCIALE : QUELLE PLACE ?**

Il faudra aussi réinventer toute l'organisation de la société, repenser et rénover le logement, imaginer des villes et des villages qui permettent de se passer de voiture individuelle, relocaliser la production de certains biens dont les coûts d'importation deviendront prohibitifs.

Il y a là certainement une place à prendre pour l'économie sociale même si elle ne lui est pas réservée. Tout d'abord, le chantier de rénovation et d'amélioration de l'efficacité énergétique du bâti existant est gigantesque. On est aujourd'hui capable de construire des maisons, dites passives, qui ne consomment pratiquement plus d'énergie de chauffage, mais cela ne concernerait que les 10 000 nouveaux logements par an en Wallonie pour un parc total de 1 400 000 logements ! Une priorité serait le logement social vieilli et construit sans grande préoccupation énergétique. De plus, il est occupé par des habitants aux revenus modestes durement touchés et complètement démunis dès que les prix augmentent. Certaines activités de production d'énergie décentralisée de-

manderont peu de capital et beaucoup d'emplois locaux. Songeons, notamment, à l'entretien et au dépannage d'unités de cogénération, à la pose de panneaux solaires... De même, certaines niches de marché de la production d'énergie s'offrent aux entrepreneurs wallons comme les projets de la société Xylowatt (gazéification de bois et cogénération).

Les opportunités ne s'arrêtent pas là. Avec la désurbanisation, l'habitat s'est à ce point dispersé qu'il faudra sans doute un jour imaginer de nouveaux types de transports en commun adaptés à de faibles densités de population et faire renaître de nouvelles activités de commerces de dimension plus locale. Enfin, la hausse des prix de l'énergie favorisera les productions agricoles locales moins consommatrices de pétrole ou de gaz naturel. Elles demanderont moins d'engrais chimiques, de pesticides et de mécanisation, plus de main-d'œuvre et de savoir-faire locaux.

Vivre avec (beaucoup) moins d'énergie qu'aujourd'hui sera l'un des défis majeurs auxquels nous serons confrontés au XXI<sup>e</sup> siècle. Il y a urgence, changer un système énergétique prend du temps. Il faut tirer le meilleur parti des progrès technologiques, repenser nos organisations et oser affronter le tabou des prix, mais il est préférable de choisir le changement, de l'accompagner et de le gérer, plutôt que d'attendre que les crises internationales, la géologie pétrolière ou encore le changement climatique nous rappellent brutalement à l'ordre. ■